

Vivre en altitude, une tendance dans l'air

L'essor du télétravail, le réchauffement climatique, la quête d'une meilleure qualité de vie favorisent le repeuplement des régions montagneuses. Un phénomène qui touche toute la Suisse

par *Andrée-Marie Dussault*
illustrations: *Simon Ladoux*

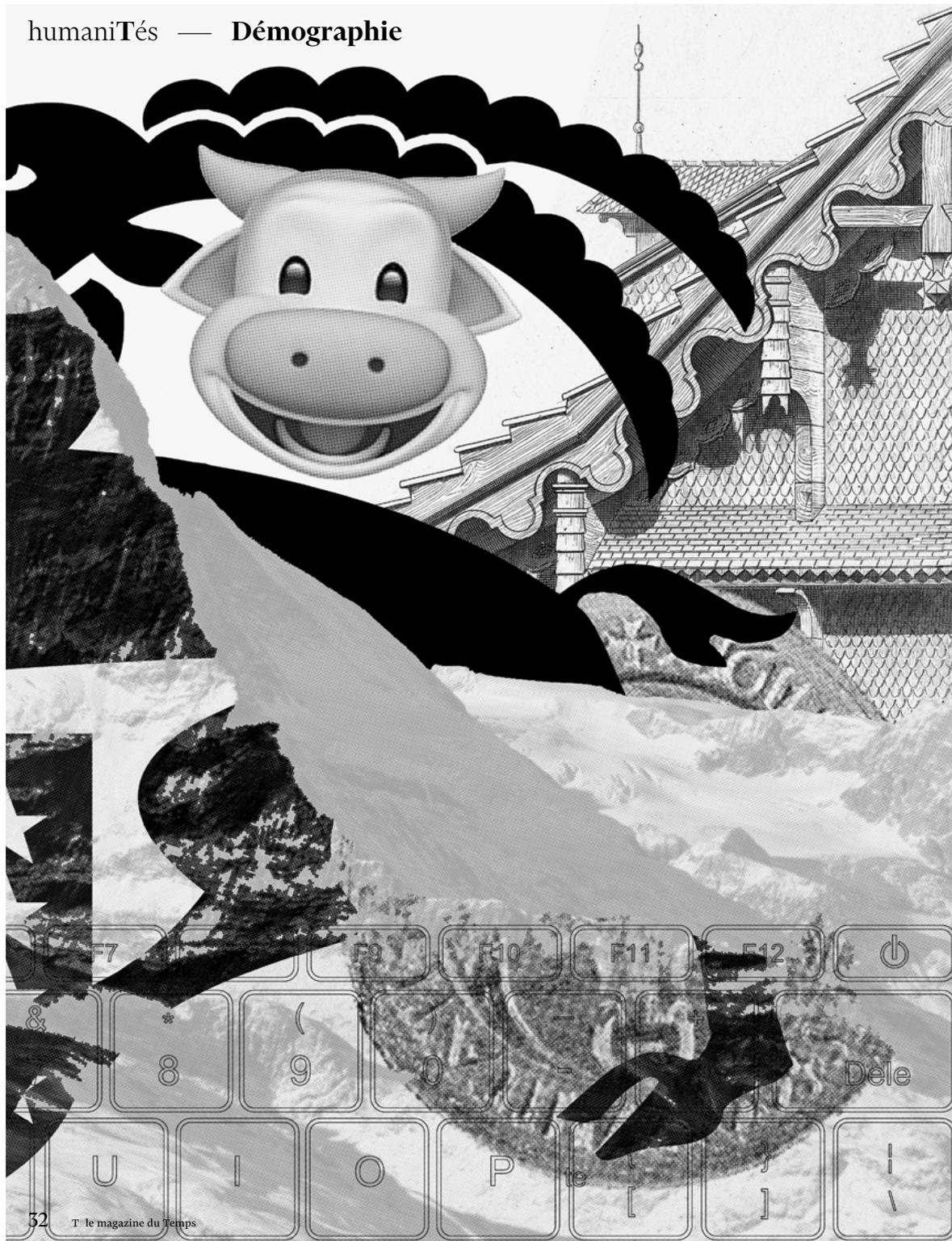
Une «claire tendance» vers un retour à la montagne. C'est ce qu'observe Thomas Egger, directeur du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB), l'association qui défend les intérêts des régions de montagne. «L'effet déclencheur a été la pandémie. Avec la possibilité du télétravail, beaucoup de gens ont décidé de travailler dans la nature, dans un endroit beau et paisible.»

D'une part, il y a des personnes qui changent de domicile primaire et s'installent en périphérie urbaine, en région rurale, voire de montagne. Souvent, elles ont grandi en montagne et, après avoir étudié ou travaillé en ville, elles veulent y retourner. «Ce n'est pas un hasard si on dit que les Valaisans ne veulent pas quitter leur canton. La même chose vaut pour les Tessinois, les Grisons ou les Urnais. Avec la montagne, on crée un lien très fort; elle nous retient», sourit-il.

D'autre part, il y a les citadins qui achètent une résidence secondaire en montagne, sachant que plusieurs mois par année, ils peuvent travailler à distance depuis celle-ci, indique le Valaisan. Un indicateur majeur du phénomène est l'absence de chalets disponibles dans ces zones. «Même les structures en état douteux ont été vendues, le marché est complètement sec! Les prix ont énormément augmenté», poursuit Thomas Egger.

Par exemple, à Arosa (GR), à Engelberg (OW) et dans la région de la Jungfrau (BE), ils ont grimpé d'environ 15%, relève-t-il. A tel point que la situation devient problématique pour les indigènes, les habitants locaux, pour qui les prix immobiliers sont devenus trop élevés. Notamment pour les jeunes qui veulent y rester mais qui n'en ont pas les moyens. «Et cela pas seulement à Verbier ou Zermatt. Le phénomène touche toutes les régions, même celles considérées comme plus périphériques», affirme-t-il. Dans ce contexte, avec l'Office fédéral du →





logement (OFL), le SAB a réalisé un guide des bonnes pratiques en matière d'hébergement à l'usage des communes de montagne, en faveur des familles et des jeunes. «Nous avons fait plusieurs sondages desquels il ressort que trois quarts des jeunes montagnards aimeraient demeurer ou revenir chez eux.»

Par ailleurs, une trentaine de communes suisses ont déjà reçu le label du lobby de la montagne «Commune de montagne - La jeunesse, notre avenir», grâce à leurs actions visant à retenir les jeunes. Avec le soutien du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), le SAB a également accompagné 24 communes à devenir des «villages intelligents», une initiative consistant à exploiter au mieux les possibilités qu'offre le numérique pour le développement économique, social et écologique.

«Une solide infrastructure digitale est indispensable pour repeupler la montagne», soutient Thomas Egger qui se réjouit que le Conseil fédéral se soit engagé à ce que toutes les régions du pays disposent d'un accès à haut débit performant dans le service universel dès 2024.

L'essor du télétravail, l'augmentation des températures en plaine, la quête d'une meilleure qualité de vie - avec moins de pollution et de bruit - et les prix fonciers (acheter un terrain en montagne pour construire coûte moins cher qu'en ville) sont autant d'atouts en faveur de la vie en altitude, convient Luigi Lorenzetti, professeur au Laboratorio di Storia delle Alpi à l'Université de la Suisse italienne (USI).

Si les conditions-cadres sont assurées à travers des mesures de soutien du secteur public, il avance qu'on peut s'attendre ces prochaines années à ce que la tendance actuelle se confirme. Laquelle, dans certaines régions alpines - surtout à basse altitude, près des centres ou de localités touristiques -, s'est manifestée ces deux dernières décennies et que la pandémie a renforcée. «D'ailleurs, dans l'histoire, la valorisation de la montagne, et de la nature, a souvent coïncidé avec des crises en ville», note-t-il.

Dans les Grisons, par exemple, entre 2010 et 2021, sur 101 communes, plus de la moitié ont enregistré une hausse démographique, parfois spectaculaire, de l'ordre de plus de 30%. Parmi elles, il y a des communes de fond de vallée (Bonaduz, Domat/Ems, Maienfeld, Rhäzüns) ou touristiques (Laax, Silvaplana), mais aussi des communes de montagne peu touchées par le tourisme (Castaneda, Cazis, Grono).

L'emploi, un facteur essentiel

Les sociologues et les géographes ont identifié divers profils des nouveaux habitants des montagnes, signale-t-il. Il y a les *rural users* qui s'établissent temporairement dans les zones de montagne, utilisant des logements secondaires ou comme pendulaires (entre la ville et la montagne); les «transhumants», surtout étrangers, qui s'y installent pour du travail saisonnier (agriculture, tourisme, travaux publics...) et, enfin, il y a les «nouveaux montagnards» qui cherchent une meilleure qualité de vie et qui s'y installent à l'année. Parmi ces derniers, on trouve de jeunes familles qui souhaitent développer des projets entrepreneuriaux liés à la vie rurale, des individus qui veulent tirer avantage du coût de la vie moins cher qu'en ville, des *amenity migrants* (migrants d'agrément) qui choisissent la montagne pour ses qualités environnementales, ou des immigrants des pays de l'Europe de l'Est et d'Afrique qui recherchent dans les

villages de montagne des opportunités d'établissement stables associées à des activités traditionnelles (bergers, éleveurs, fromagers...).

Ceux qui s'installent à la montagne sont néanmoins souvent montagnards d'origine, attachés à leurs racines, et qui y reviennent, estime Ivo Torelli, membre de la direction de la fondation Aide suisse à la montagne (ASM). Un «cas typique» est celui de Gian Caduff, un jeune ingénieur mécanique grison, qui a étudié et travaillé à Zurich. Il a décidé de retourner dans son village natal du Val Lumnezia (GR) où il a testé, dans la ferme de son frère, le kit d'électrification pour les machines agricoles qu'il a développé. «Il envisage maintenant de produire en série et embauche déjà une personne à temps partiel.»

La clé de ce repeuplement passe par l'emploi, les projets, les entreprises, le tourisme qui s'y développent, souligne Ivo Torelli. «Pour une montagne vivante, il faut pouvoir y gagner sa vie.» Il donne l'exemple de l'entreprise suisse Lonza, active dans la chimie et la pharma, à Viège, qui fait travailler 6000 personnes, le double d'il y a trois ans. «Les employés s'installent dans les villages voisins pour être proches, mais aussi pour profiter de la nature et de la tranquillité.»

Il y a aussi l'immense complexe Andermatt Swiss Alps de l'Egyptien Samih Sawiris dans le canton d'Uri, où plus de 1 milliard de francs ont déjà été investis. «Mais cela reste un méga-projet exceptionnel, se développant sur plus de vingt ans», commente l'Uranais. Il cite également le récent projet - financé à hauteur de 650 000 francs par l'ASM - de transformation de l'historique Grand Hôtel du Cervin à Saint-Luc (VS) en auberge de jeunesse, créant des postes de travail à l'année. «Un projet très bien ficelé, durable, dont nous sommes certains du succès.»

Au-delà des emplois, pour assurer le repeuplement de la montagne, la revitalisation des services de proximité - magasins de village, bureaux de poste, services médicaux, crèches, écoles, restaurants, etc. - mais aussi socioculturels est fondamentale, considère Luigi Lorenzetti. «A partir des années 1980, les politiques économiques néolibérales ont fortement pénalisé les périphéries, qui ont connu le démantèlement de leurs réseaux de services, accélérant la crise démographique et générant une spirale négative.»

Le Tessinois souligne toutefois qu'une course à la montagne n'est pas souhaitable et que des stratégies publiques éclairées sont essentielles. «Les montagnes sont des territoires fragiles où les seuils de surexploitation des ressources sont rapidement atteints.» Il reconnaît que la désaisonnalisation de l'activité touristique est de plus en plus nécessaire pour les stations touristiques en basse altitude qui ne pourront plus assurer leur viabilité uniquement l'hiver. Toutefois, une présence accrue de touristes toute l'année impliquerait une hausse de la pression anthropique et la création de nouveaux problèmes tels que l'approvisionnement en eau, par exemple, ou la gestion d'un volume beaucoup plus important de déchets. La montagne, ça vous gagne, mais pas trop... ●